

Denneville. Une classe en moins pour cette rentrée malgré un effectif en hausse

Une rentrée sous tension, les parents manifestent

S'IL EST UNE ÉCOLE où la rentrée ne s'est pas passée sereinement, c'est bien celle de Denneville, commune déléguée de Port-Bail-sur-Mer. En effet, le jour de la rentrée, il n'y avait plus que trois classes pour accueillir les 72 enfants inscrits cette année, alors que l'année dernière il y en avait dix de moins, répartis dans les quatre classes.

Incompréhension et colère

Entre incompréhension et colère, les parents d'élèves ont manifesté le jour de la rentrée en demandant des explications à l'Éducation nationale. « Comment voulez-vous qu'une enseignante puisse faire la classe correctement avec trois niveaux, 8 enfants en CE2, 9 en CM1 et 10 en CM2 ? C'est pourtant ce qui se passe cette année. Ou encore 23 enfants ensemble dans une classe qui regroupe grande section de maternelle, CP et CE1 ? », déclare un parent d'élève. La classe de très petite section et petite section compte, quant à elle, 21 enfants. Si on ajoute à ces éléments le fait qu'il y a 5 enfants allophones, réfugiés ukrainiens, et une élève en situation de handicap, l'équation devient fort complexe...

Grégory Marco, inspecteur de l'Éducation nationale s'est rendu à l'école le jeudi après-midi pour rencontrer parents, équipe enseignante et élus. Il a confirmé qu'il n'était pas prévu de poste supplémentaire, mais a assuré que Sandrine Bodin, inspectrice d'académie de la Manche serait « très vigilante » sur la situation de cette école.

François Rousseau, maire de Port-Bail-sur-Mer, Philippe Pellerin, maire délégué de Denneville et Frédérique Boury, conseillère départementale, soutiennent l'école. Stéphane Travert, le député de la Manche, a été avisé de la situation.

Gwendoline Leconte, la nouvelle directrice de l'école, devra donc composer avec cette situation en espérant qu'elle puisse évoluer rapidement. Les parents ne vont pas en rester là et envisagent de nouvelles actions.



Les parents d'élèves ont manifesté dès la rentrée pour protester contre la fermeture d'une classe malgré une hausse du nombre d'élèves.